



TRACT AUX CHEMINOTS

Paris, 24 mars 2023

NOUS NE PASSERONS PAS À AUTRE CHOSE !

L'interview du président de la République résume parfaitement l'état d'esprit du Gouvernement : menteur, arrogant, autoritaire... Le président Macron a malheureusement raté l'occasion de sortir de cette crise sociale. Il n'avait qu'à dire qu'il ne promulguait pas cette loi et tout serait aujourd'hui terminé. Non, il a préféré enfoncer le clou et déclencher la révolte sociale, avec des manifestations record le 23 mars... Non, nous ne lâcherons pas, le recul de l'âge de départ, on n'en veut pas !

Des mobilisations et des manifestations record !

Après avoir réuni plus de 3 millions de manifestant·e·s dans la rue le 7 mars et malgré l'adoption de la loi par le recours au 49-3, la contestation populaire ne faiblit pas, bien au contraire.

Partout sur le territoire, la riposte s'organise. Blocages, actions syndicales, manifestations quotidiennes démontrent la volonté de tous les travailleur·euse·s d'obtenir le retrait de cette réforme injuste et antisociale. Avec encore plus de 3 millions de manifestant·e·s dans la rue le 23 mars, le ton est donné. Malgré le discours du président Macron qui veut entériner cet insupportable passage en force et enchaîner sur d'autres sujets, l'opposition est massive et démontre le refus de passer à autre chose. L'intersyndicale reste unie pour demander le retrait de ce texte !

Des cheminot·e·s qui ne lâchent rien !

Malgré un contexte inflationniste et de pouvoir d'achat en berne, les cheminot·e·s restent mobilisé·e·s depuis le 7 mars. Face à ce gouvernement qui préfère créer l'embrassement dans le pays plutôt que d'écouter les citoyens, nous ne relâchons pas la pression, nous pouvons gagner le retrait du texte !

Au statut, contractuel ou d'une EF privée, les cheminot·e·s sont conscient·e·s qu'une défaite sur ce texte constituerait un recul historique pour le droit des travailleur·euse·s. En conscience, nos fédérations refusent d'accepter ce coup de force et de passer à autre chose.

À l'issue de ce conflit, la direction SNCF devra se rendre à l'évidence qu'aujourd'hui, face aux difficultés de production et à l'inflation qui continue d'augmenter, elle doit prendre en compte ce dont ont besoin les cheminot·e·s, c'est-à-dire d'emplois et d'augmentations de salaire comme les fédérations l'ont signifié à travers un courrier unitaire resté sans réponse à ce jour !

En totale responsabilité et conscientes de la mobilisation massive interprofessionnelle qui a l'appui de l'opinion publique, les fédérations cheminotes CGT, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT appellent tous les cheminots du GPU à maintenir la pression par la grève, à se joindre aux actions interprofessionnelles organisées dans les territoires et à se mettre massivement en grève le 28 mars pour rejoindre les manifestations organisées partout par l'intersyndicale.